

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE (ACBC) multi-attributaires

L'acheteur : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres

**Conservatoire du littoral
Corderie Royale
CS 10137
17306 Rochefort Cedex**

Affaire n° 2025M70

Prestations juridiques : Conseil, assistance juridique et représentation en justice

**Procédure adaptée passée en application du code de la commande publique.
(L2123-1-2°, L2125-1, R2123-1 et R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14)**

décret n°2021-357 du 30 mars 2021 pris en application de la loi n°2020-1525 du 7 décembre 2020 dite loi ASAP

Date et heure limites de remise des candidatures et offres : **lundi 29 septembre 2025 à 12 heures
(heure de Paris)**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Article 1 - Acheteur	3
Article 2 - Objet de la consultation	3
2-1-Objet du marché	3
2-2-Procédure de passation	3
Article 3 - Dispositions générales.....	3
3-1-Décomposition du marché	3
3-2-Durée de l'accord-cadre	3
3-3-Modalités de financement et de paiement.....	3
3-4-Forme juridique de l'attributaire	3
3-5-Délai de validité des propositions	4
3-6-Variantes.....	4
3-7-Visite des lieux et consultation de documents sur site	4
Article 4 - Dossier de consultation	4
4-1-Contenu du dossier de consultation	4
4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique.....	4
4-3-Modification du DCE et renseignements techniques complémentaires.....	4
4-3-1- <i>Modification du dossier de consultation</i>	4
4-3-2- <i>Renseignements techniques complémentaires</i>	5
4-4-Echanges pendant et après la phase de passation du marché.....	5
Article 5 Conditions d'envoi ou de remise des plis - Présentation des propositions	5
5-1-Présentation des candidatures	5
5-2-Contenu de l'offre	6
5-3-Langue de rédaction des propositions.....	6
5-4-Unité monétaire	7
5-5-Négociation	7
Article 6 - Jugement des propositions	7
6-1-Critères d'examen des candidatures	7
6-2- Critères de jugement des offres	7
Article 7 - Renseignements administratifs complémentaires et voies de recours	7

Article 1 - Acheteur

L'acheteur : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres
Conservatoire du littoral
Corderie Royale
CS 10137
17306 Rochefort Cedex
Téléphone : 05.46.84.72.50
Site internet : <http://www.conservatoire-du-littoral.fr>

Article 2 - Objet de la consultation

2-1-Objet du marché

La consultation porte sur les prestations suivantes :

Prestations juridiques : conseil, assistance juridique et représentation en justice pour le compte du Conservatoire du littoral

Références à la nomenclature européenne (CPV) :

Objet principal : 79110000-5 Services de conseils et de représentations juridiques.

2-2-Procédure de passation

Procédure adaptée passée en application du code de la commande publique et des articles L2123.1, R2123.1.

Conformément à l'article R2162.4 du code de la commande publique, la présente consultation est un accord cadre à bons de commande, multi-attributaire, dont les prestations seront susceptibles de varier selon le tableau indiqué ci-après.

L'accord cadre est décomposé en 3 lots définis comme suit :

Lots	Intitulé	Nb d'attributaires maximum par lot	Montant HT minimum sur 4 ans	Montant HT maximum sur 4 ans
Lot 1	Conseil juridique : Thématique droit public (droit administratif général, droit de l'urbanisme et droit de l'environnement)	5	0	50 000 €
Lot 2	Conseil juridique : Thématique droit privé général et droit pénal	3	0	50 000 €
Lot 3	Assistance et représentation en justice	7	0	500 000 €

Article 3 - Dispositions générales

3-1-Décomposition du marché

Le détail de chaque groupe de prestations est précisé dans le cahier des charges.

3-2-Durée de l'accord-cadre

L'accord cadre à bons de commande, est conclu pour une durée de quatre ans maximum à compter de sa notification.

Aucun bon de commande ne pourra excéder 3 mois au-delà de la fin de validité de l'accord-cadre.

3-3-Modalités de financement et de paiement

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire à 30 jours.

3-4-Forme juridique de l'attributaire

Aucune forme de groupement n'est imposée par l'acheteur.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R2142.24 du code de la commande publique.

Dans ce cas d'attribution du marché à un groupement solidaire, l'acte d'engagement devra préciser le compte unique sur lequel les versements seront effectués.

Conformément à l'article R2142.4 du code précité, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat.

L'acheteur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, en application de l'article R2142.21 du code précité.

3-5-Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 180 jours à compter de la réception de l'offre initiale ou en cas de négociation à compter de la date de réception de l'offre négociée.

3-6-Variantes

3-6-1-Variantes libres (à l'initiative du candidat)

Les variantes libres par rapport à l'objet du marché ne sont pas autorisées.

3-6-2- Variantes imposées par l'acheteur (Prestations supplémentaires ou solutions alternatives)

Il n'y a pas de variante imposée par l'acheteur.

3-7-Visite des lieux et consultation de documents sur site

Aucune visite n'est prévue.

Article 4 - Dossier de consultation

4-1-Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- Le règlement de la consultation,
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) et les quantités estimées de commande pour chaque lot,
- Le Cahier des Clause Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots,
- Le Cahier des Clause Techniques Particulières (CCTP) commun à tous les lots

4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément à l'article R2132.2 du code de la commande publique, l'acheteur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

4-3-Modification du DCE et renseignements techniques complémentaires

4-3-1-Modification du dossier de consultation

Des renseignements complémentaires sur les documents de la consultation pourront être envoyés aux candidats en ayant fait la demande, **au plus tard quatre jours** avant la date limite de remise des offres.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier. Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier DCE modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

Dans l'hypothèse où la date de remise des offres initialement prévue ne permet pas la modification ou la transmission des offres dans le délai imparti, cette date sera reportée par l'acheteur.

Les candidats identifiés seront informés du report de la date limite de remise des plis.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés aux opérateurs économiques quatre jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile.

4-3-2-Renseignements techniques complémentaires

Toute demande de renseignement d'ordre technique se fera sur le profil acheteur PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) et devra parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres.

Les réponses seront données à l'ensemble des candidats authentifiés par le même moyen, 4 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres par le même moyen.

4-4-Echanges pendant et après la phase de passation du marché

Tous les échanges pendant la passation et l'exécution du marché se feront par voie dématérialisée sur le profil acheteur PLACE sauf impossibilité technique.

Article 5 Conditions d'envoi ou de remise des plis - Présentation des propositions

➤ Remise des plis par voie électronique obligatoire :

Conformément aux dispositions des articles R2132.7 et suivants du code de la commande publique, l'acheteur exige la transmission des candidatures et des offres des entreprises par voie électronique à l'adresse suivante :

<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique conformément à l'article R2132.11 du code de la commande publique. Cette copie est remise soit sur support papier soit sur support physique électronique (clé USB,..), à l'adresse suivante :

Adresse de transmission :

Conservatoire du littoral – Service Juridique et Foncier - Corderie Royale – CS10137 – 17306 ROCHEFORT CEDEX

Il appartient au candidat de renseigner sur la plateforme PLACE une adresse de courriel valide et fonctionnel durant toute la procédure de consultation. Le Conservatoire ne pourra être tenu pour responsable en cas d'erreur d'adresse de courriel ou de non réception des courriels de la plateforme PLACE (blocage, spam etc..).

Recommandations :

Il est recommandé aux candidats d'éviter de transmettre leur offre ou de contacter le support technique en « dernière minute ». Les réponses électroniques transmises après la date et l'heure fixées par le présent règlement ne seront pas retenues. En cas d'envois successifs, seul sera retenu le dernier pli déposé dans les délais impartis.

Aucune autre forme d'envoi que ceux cités ci-dessus ne sera acceptée.

5-1-Présentation des candidatures

le candidat peut répondre électroniquement via le formulaire DUME .

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

Justificatifs candidature :

- Lettre de candidature DC1 disponible sur : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- Déclaration du candidat DC2 disponible sur : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- Déclaration du sous-traitant DC4 si nécessaire : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- Pour la représentation en justice, les certificats d'inscription à l'ordre des avocats et/ou tout document attestant de la capacité d'ester en justice ainsi que prévus par la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée, portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques et le décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 modifié, organisant la profession d'avocat.
- Présentation d'une liste des principaux services de même nature effectués au cours des trois dernières années, ces références devront respecter les principes déontologiques applicable à la profession d'avocat ;

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;

Ces capacités professionnelles mettront en évidence l'adéquation et la pertinence des dites références à l'objet de la consultation.

Pour des entreprises de création récente, ce dossier peut être composé ou complété par un dossier d'études exprimant leur potentiel.

Ces capacités professionnelles mettront en évidence l'adéquation et la pertinence des dites références à l'objet de la consultation.

Pour des entreprises de création récente, ce dossier peut être composé ou complété par un dossier d'études exprimant leur potentiel.

- Une attestation d'assurance en cours de validité

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques, le candidat peut s'appuyer sur d'autres opérateurs économiques (cotraitants) (Article R2143.12 code de la commande publique).

Le cas échéant, le candidat produit, pour ce (ces) opérateur(s) économique(s), les mêmes documents que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur à l'appui de sa candidature.

5-2-Contenu de l'offre

Pour chaque lot auquel le candidat postule, il devra fournir les pièces suivantes :

Le bordereau des prix unitaires complété. **Ce document doit être intégralement renseigné sans surcharge ni rature.**

- Une note méthodologique courte **d'environ 15 pages (les CV,diplômes, spécialités et références de l'équipe dédiée ne sont pas comptés dans les 15 pages)** détaillant :

La qualité de l'équipe dédiée

- ▷ Composition et compétence en lien avec le thème du lot (CV, diplômes, spécialités)
- ▷ Connaissance des missions et enjeux locaux du Conservatoire du littoral

Modalités de mise en œuvre des prestations

- ▷ Organisation de l'équipe dédiée
- ▷ Réactivité (temps de réponse aux sollicitations, envoi de devis), échanges, délais

- RIB faisant apparaître IBAN et BIC

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant.

- En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre en plus du DC4 :
 - Les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant (DC2),
 - RIB faisant apparaître IBAN et BIC (pour les prestations dont le montant est supérieur à 600€ TTC, conformément à l'article R2193.10 du code précité).

Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue à l'article R2143.3 du code précité

Le candidat ne doit pas joindre dans son offre le CCAP, CCTP et le règlement de la consultation, seuls faisant foi ceux détenus par l'acheteur.

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti par l'acheteur les certificats et attestations prévus à l'article R2144.7 du code précité

Nota : L'ensemble des certificats sociaux et fiscaux ne sont à produire qu'au niveau de l'attribution du marché. Par simplification, ils pourront être joints à la remise des offres.

A l'issue de la procédure d'attribution, un acte d'engagement (ATTRI1), sera transmis au candidat retenu pour signature.

5-3-Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

5-4-Unité monétaire

L'acheteur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

5-5-Négociation

Conformément à l'article R2123.5 du code de la commande publique, une phase de négociation est prévue. Les modalités seront les suivantes :

Une phase de négociation sera menée avec de 3 à 7 candidats (nombre applicable par lot) dont les propositions auront été jugées les plus satisfaisantes au regard des critères de jugement. Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères annoncés n'atteint pas ce minimum, l'acheteur peut poursuivre la procédure avec le ou les candidats ayant les capacités requises.

Les offres non admises aux négociations sont éliminées. Il est bien précisé qu'un rapport d'analyse des offres avant négociation a été réalisé avec un classement de toutes les offres en appliquant les critères de jugement des offres.

Les offres inappropriées seront éliminées et non négociables, conformément à l'article R2152.1 du code de la commande publique.

Les négociations se feront par échange électronique (mail) et si besoin par une rencontre avec chacun des candidats admis aux négociations.

Les discussions pourront porter sur les aspects techniques, financiers ou méthodologiques.

A l'issue des négociations, les offres finales seront analysées sur la base des critères initiaux de sélection.

Le résultat des négociations sera formalisé à l'acte d'engagement (ATTRI1) signé avec le candidat retenu avant la notification du marché.

Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Article 6 - Jugement des propositions

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions suivantes :

6-1-Critères d'examen des candidatures

L'acheteur contrôlera les garanties professionnelles, techniques (expériences, compétences, moyens) des candidats sur la base des pièces remises lors du dépôt.

6-2- Critères de jugement des offres

1. **Prix des prestations** (pondération : 40%) établi sur la base du montant total TTC indiqué dans le BPU (montant total assis sur les quantités estimées de commande sur 4 ans pour chaque lot)
2. **Valeur technique** (pondération : 60%) appréciée sur la base de la note méthodologique et selon les sous-critères suivants :
 - La qualité de l'équipe dédiée : 70%
 - ▷ Composition et compétence en lien avec le thème du lot (CV, diplômes, spécialités)
 - ▷ Connaissance des missions et enjeux du Conservatoire du littoral
 - Modalités de mise en œuvre des prestations : 30%
 - ▷ Organisation de l'équipe dédiée
 - ▷ Réactivité (temps de réponse aux sollicitations, envoi de devis), échanges, délais

Article 7 - Renseignements administratifs complémentaires et voies de recours

Pour obtenir tous renseignements administratifs complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront s'adresser à : la plate-forme PLACE

Voies de recours

Tribunal administratif

15 rue de Blossac

BP541

86000 POITIERS Cedex

Tél : 05 49 60 79 19

Greffe.ta-poitiers@juradm.fr